

RÉSUMÉ DE PREUVES PERTINENTES

Données probantes relatives aux interventions municipales et communautaires visant à favoriser un système alimentaire durable



Juillet 2020

Principaux messages

- Les chaînes d'approvisionnement courtes (p. ex. l'agriculture soutenue par la communauté, les marchés itinérants) et les potagers urbains ont été associés à des retombées positives sur l'alimentation. L'ouverture d'une nouvelle épicerie dans une communauté n'a pas été associée à une amélioration de la consommation de fruits et légumes.

- L'agriculture urbaine a été associée à une meilleure accessibilité perçue des fruits et légumes. Les marchés à chaîne d'approvisionnement courte et les marchés traditionnels (p. ex. les épiceries) ont été associés à une meilleure accessibilité perçue des aliments ou à un endroit qui vend des aliments.
- Les consommateurs et les producteurs qui ont participé à des chaînes d'approvisionnement courtes ou à l'agriculture urbaine ont bénéficié d'avantages sociaux et économiques, comme l'accessibilité des aliments, le capital social, les revenus, les salaires, les emplois et l'accessibilité des marchés.
- Les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison de l'hétérogénéité et de la faible qualité des examens inclus. Néanmoins, il existe diverses interventions applicables aux systèmes alimentaires locaux qui peuvent avoir un effet sur le régime alimentaire, l'équité, l'accessibilité aux aliments et la production alimentaire.

Enjeu et objet de la recherche

Le régime alimentaire canadien est généralement pauvre en aliments sains, comme les légumes, les fruits, les grains entiers, les noix et les graines, et riche en aliments transformés.¹ Une mauvaise alimentation est une cause majeure de décès et d'invalidité au Canada² et on estime qu'elle contribue à un fardeau économique de 14 milliards de dollars canadiens par année.¹ Les régimes alimentaires sont influencés par des facteurs environnementaux, y compris des facteurs physiques, économiques et sociaux, dont beaucoup sont des composantes des systèmes alimentaires.³ Les systèmes alimentaires durables qui favorisent une alimentation, des humains et un environnement sains⁴ sont une nouvelle priorité dans le domaine de la santé publique.⁵

Les systèmes alimentaires comprennent les facteurs et les résultats liés à la production, la transformation, la distribution, la préparation, la consommation et l'élimination des aliments.⁶ Il existe une relation complexe et réciproque entre les éléments du système alimentaire et l'apport alimentaire.⁴ Les types d'aliments et la façon dont les aliments sont produits, promus et rendus disponibles ont une incidence sur l'apport alimentaire qui, à son tour, renforce les pratiques du système alimentaire.⁴ Les systèmes alimentaires actuels dans le monde sont associés à une mauvaise alimentation et peuvent avoir un effet disproportionné sur les populations vulnérables, comme les enfants, les personnes à faible revenu et les Autochtones.⁶ Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) a lancé la mise en garde suivante à l'égard des systèmes alimentaires actuels : « Les conséquences de la malnutrition sur la santé humaine, de même que ses conséquences économiques, sociales et environnementales, sont exorbitantes ». ^{6p.27)}

Le document récent intitulé *Pan-Canadian Sustainable Food Systems Report Card* a souligné le manque de durabilité du système alimentaire canadien, en faisant état d'une diminution de l'accessibilité de la nourriture et de la production alimentaire et d'une augmentation de l'insécurité alimentaire au fil du temps.⁷ Un appel mondial en faveur de la faim zéro, de la santé et du bien-être, ainsi que de la consommation et de la production responsables dans le cadre des Objectifs de développement durable

2030 des Nations Unies souligne la nécessité de modifier de façon généralisée les régimes et les systèmes alimentaires.⁸ Le rapport récent intitulé *EAT-Lancet* a lancé un appel à la « grande transformation alimentaire » reposant sur une « variété de mesures prises par tous les secteurs du système alimentaire, à tous les niveaux, qui visent à normaliser des régimes alimentaires sains fondés sur des systèmes alimentaires durables ».^{9(p.450)} [Traduction]

Un système alimentaire durable est « un système alimentaire qui garantit à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition sans compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires à la sécurité alimentaire et à la nutrition des générations futures ».^{6(p.31)} Au Canada, le mouvement vers des régimes et des systèmes alimentaires plus durables se développe. En 2019, le gouvernement fédéral a notamment lancé la Politique alimentaire pour le Canada, qui vise à bâtir et à soutenir un système alimentaire résilient, novateur et durable offrant un accès équitable à des aliments sains, nutritifs et culturellement diversifiés.¹⁰ La politique a consacré 50 millions de dollars pour financer l'infrastructure alimentaire locale et donner aux communautés la possibilité de s'engager dans des initiatives novatrices qui permettront d'établir des systèmes alimentaires durables et d'améliorer l'accessibilité des aliments sains.¹⁰ Le récent Guide alimentaire canadien 2019 reconnaît également l'effet de l'alimentation sur la durabilité environnementale, et recommande des choix alimentaires ayant une empreinte environnementale moindre.¹¹

Les Normes de santé publique de l'Ontario de 2018 incluent les changements climatiques et la prévention des maladies chroniques¹² – deux enjeux de santé publique auxquels sont liés les régimes alimentaires et les systèmes alimentaires durables. Par conséquent, de nombreuses municipalités canadiennes, dont plusieurs en Ontario, prennent de plus en plus d'initiatives en matière de politique alimentaire.¹³ Soutenues par des directives, comme la Stratégie sur l'alimentation et la nutrition de l'Ontario, 2016,¹⁴ les municipalités sont en mesure d'intervenir dans leur système alimentaire local et peuvent adopter des politiques et des programmes visant à créer une culture liée à des initiatives alimentaires locales.¹⁵ Toutefois, aucune étude approfondie des données probantes relatives à l'efficacité des interventions dans le système alimentaire régional et local n'a été réalisée.

Le présent examen des données probantes vise à décrire l'état de la littérature évaluée par les pairs au sujet des interventions visant à favoriser un système alimentaire durable et son effet sur les résultats nutritionnels, environnementaux, économiques et sociaux à l'échelon municipal ou communautaire.

Méthodologie

Deux recherches documentaires ont été effectuées par les Services de bibliothèque de SPO, le 9 septembre 2019 et le 8 novembre 2019, afin de recenser des articles publiés entre 2009 et 2019. La recherche a été menée dans les cinq bases de données suivantes : Ovid MEDLINE, Ovid Embase, EBSCOhost CIHNAHL Plus with Full Text, EBSCOhost SocINDEX with Full Text, EBSCOhost Environment Complete. Les termes de recherche utilisés comprenaient notamment : régime, nutrition alimentaire, industrie alimentaire, approvisionnement alimentaire, sécurité alimentaire, agriculture, communautés, zones urbaines, villes, système alimentaire, sain, durable. La stratégie de recherche détaillée est disponible sur demande auprès de Santé publique Ontario (SPO).

Données probantes relatives aux interventions municipales et communautaires
visant à favoriser un système alimentaire durable

Les articles pouvaient être inclus s'ils : examinaient des études primaires; évaluaient des interventions dans le système alimentaire en utilisant des résultats pertinents pour la santé, le régime alimentaire, la durabilité (économique, environnementale, sociale); étaient pertinents pour les administrations municipales ou régionales; étaient pertinents au contexte canadien. Nous avons exclu la littérature grise et les analyses qui portaient sur une population particulière (p. ex. les personnes atteintes d'une maladie chronique), la santé zoonotique, les interventions non applicables au domaine de la santé publique (p. ex. les interventions agricoles), les résultats non applicables à la santé publique (p. ex. la biologie, la microbiologie, la biochimie) ou qui n'étaient pas pertinents pour le Canada.

Les titres et les analyses documentaires ont été passés en revue de façon indépendante par trois évaluateurs. Le texte intégral des articles a été récupéré et analysé par deux examinateurs. Le consensus a été obtenu par la discussion. Deux examinateurs ont extrait les informations pertinentes de chaque article.

Deux examinateurs ont effectué une évaluation de la qualité de façon indépendante. L'outil d'évaluation de la métaqualité (MetaQAT) des Services de bibliothèque de SPO a été utilisé afin de guider le choix de l'outil approprié pour chaque article inclus en fonction de la conception de l'étude. L'outil *Health Evidence* a été utilisé pour évaluer la qualité des examens. Les divergences dans les résultats de l'évaluation de la qualité entre les examinateurs ont été résolues par consensus. Plus de renseignements sur l'évaluation de la qualité sont disponibles sur demande.

La chaîne d'approvisionnement alimentaire⁶ et le cadre de suivi du Pacte pour la politique alimentaire urbaine de Milan (PPUM)¹⁶ ont été utilisés pour orienter les décisions quant aux interventions et aux résultats pertinents liés à l'extraction des données. Plus précisément, la chaîne d'approvisionnement alimentaire (la production, la transformation, la distribution et la disponibilité des denrées alimentaires, la vente au détail, le gaspillage) a été utilisée pour déterminer le domaine cible des interventions. Les catégories d'indicateurs qui représentaient les résultats à l'échelon municipal liés aux systèmes alimentaires durables du cadre de suivi du PPUM ont été utilisées pour classer les résultats d'intérêt des examens, notamment : la gouvernance alimentaire, les régimes alimentaires et la nutrition durables, l'équité sociale et économique, la production alimentaire, l'approvisionnement et la distribution alimentaires et le gaspillage d'aliments.¹⁶ Le cadre de suivi du PPUM a indiqué que ces catégories de résultats peuvent entraîner des changements souhaitables qui sont susceptibles de contribuer à l'établissement de systèmes alimentaires durables.¹⁶

Dans certains cas, le type d'intervention et les résultats se chevauchent. Par exemple, la production alimentaire peut être à la fois une intervention et un résultat lors de l'évaluation de l'agriculture urbaine (intervention : agriculture urbaine; résultat : quantité de nourriture produite). Un autre exemple peut être celui où les interventions et les résultats sont tous les deux axés sur la distribution et la disponibilité des aliments, comme l'effet de l'augmentation de la disponibilité des épiceries (intervention) sur la perception de la disponibilité des aliments dans une communauté (résultat). De brèves descriptions de chaque catégorie d'intervention et de résultat sont fournies ci-dessous.

Interventions (adapté du rapport sur la sécurité alimentaire et la nutrition du HLPE)⁶

- **Production alimentaire** : la façon dont les produits sont cultivés, y compris des facteurs comme la diversité, la qualité et la disponibilité des cultures.
- **Transformation des aliments** : le processus par lequel les aliments sont modifiés afin d'en prolonger la durée de conservation, d'augmenter la biodisponibilité des nutriments ou d'améliorer les caractéristiques sensorielles ou fonctionnelles des aliments.
- **Distribution et disponibilité des aliments** : le transport et la portée géographique des aliments, y compris les divers modes de disponibilité des aliments (p. ex. les épiceries, les marchés, les programmes de la ferme aux établissements).
- **Vente au détail de produits alimentaires** : les endroits qui vendent des aliments directement aux consommateurs et utilisent des stratégies ou des programmes de marketing pour influencer les décisions d'achat.
- **Gaspillage d'aliments** : la gestion des déchets, y compris la quantité et la méthode d'élimination des aliments.

Résultats (adapté du cadre de suivi du PPUM)

- **Gouvernance alimentaire** : le personnel, les ressources et l'infrastructure nécessaires pour soutenir la politique alimentaire ainsi que la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes.
- **Régimes alimentaires et nutrition durables** : les résultats en matière d'alimentation, de nutrition et de comportement des consommateurs.
- **Équité sociale et économique** : les répercussions sociales et économiques sur les sous-groupes de la population, y compris les producteurs marginalisés (p. ex. la facilité d'accès au marché pour les petits agriculteurs ou les agriculteurs inexpérimentés) et les consommateurs (p. ex. l'accessibilité des aliments par les consommateurs à faible revenu).
- **Production alimentaire** : les résultats de la production de denrées alimentaires à l'échelle locale ou régionale.
- **Approvisionnement et distribution alimentaires** : la disponibilité de la nourriture pour les communautés et les consommateurs en général (remarque : cela est différent de l'accessibilité des aliments par les populations marginalisées en termes d'équité sociale et économique).
- **Gaspillage d'aliments** : les pertes d'aliments et les déchets alimentaires à n'importe quel point de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Principales constatations

La recherche a permis de recenser 1 343 articles particuliers, parmi lesquels 18 examens répondaient aux critères d'inclusion. Sur les 18 examens inclus, 11 ont été classés comme étant de faible qualité,¹⁷⁻²⁶ six de qualité moyenne²⁷⁻³² et un de qualité élevée.³³ Les examens ont été classés de qualité inférieure en raison de méthodologies non transparentes et des études incluses, du manque d'évaluation critique et de l'analyse limitée des biais potentiels. Aucun article n'a été exclu en raison de la qualité afin d'assurer un examen complet des données probantes. Les examens comprenaient des études du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres pays développés.

Les examens portaient notamment sur l'évaluation d'interventions relatives à seulement trois catégories de la chaîne d'approvisionnement alimentaire : la distribution et la disponibilité des aliments,^{17,21,25,27-29,31,32} la production alimentaire^{18,21,22,24,26,30,33} et la vente au détail de produits alimentaires^{19,20,30,34}. La majorité des études (n=13) ont fait état de résultats liés aux régimes alimentaires durables et à la nutrition.^{18-21,24,25,27,28,30-34} Plusieurs ont fait état de résultats liés à l'équité sociale et économique (n=8)^{17-19,21,22,25,28,34} et de résultats liés à l'approvisionnement et à la distribution alimentaires (n=6).^{18-20,25,27,33} Quelques études ont fait état de résultats liés à la production alimentaire (n=3).^{22,24,26} Un résumé des interventions et des résultats mentionnés dans les 18 examens inclus est présenté à la figure 1.

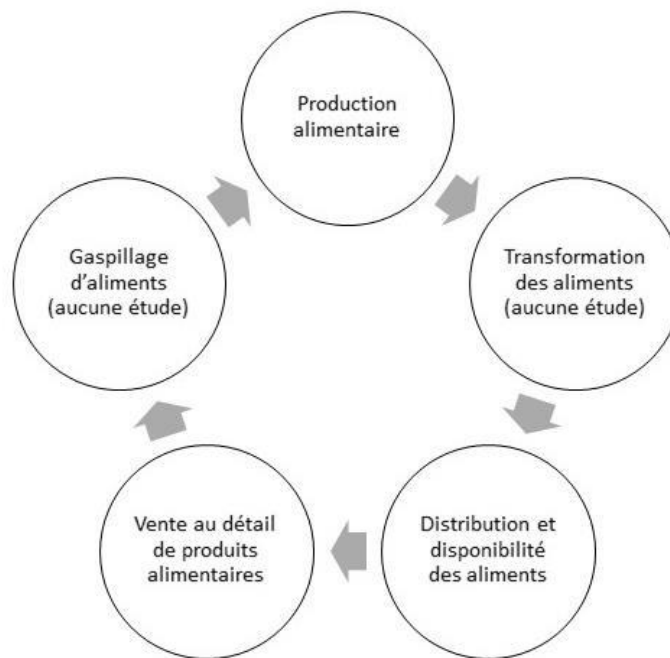
Les constatations sont présentées par intervention selon les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, tandis que les résultats sont présentés selon les catégories du cadre de suivi du PPUM.

Interventions relatives à la production alimentaire

- Agriculture urbaine (potagers, forêts, infrastructure).

Résultats

- Production alimentaire : capacité à produire des aliments; quantité d'aliments produits.
- Régimes alimentaires et nutrition durables : consommation de fruits et légumes.
- Équité sociale et économique : disponibilité, accessibilité et abordabilité des aliments pour les populations marginalisées; avantages pour les consommateurs et les producteurs.
- Approvisionnement et distribution alimentaires : disponibilité, accessibilité et abordabilité des aliments pour l'ensemble des consommateurs.



Interventions relatives à la vente au détail

- Coupons-rabais et programmes de livraison pour les marchés de producteurs.
- Infrastructures et promotions pour les petites épiceries.
- Politiques d'achat d'aliments sains pour les établissements.

Résultats

- Régimes alimentaires et nutrition durables : consommation de fruits et légumes; comportements des consommateurs; achats.
- Équité sociale et économique : ventes d'aliments pour les populations marginalisées; revenus des producteurs.
- Approvisionnement et distribution alimentaires : disponibilité, des aliments dans les établissements et les magasins.

Interventions relatives à la distribution alimentaire

- Chaînes d'approvisionnement courtes (ASC, marchés itinérants, marchés de producteurs, de la ferme aux établissements.
- Chaînes d'approvisionnement conventionnées (épiceries).

Résultats

- Régimes alimentaires et nutrition durables : consommation de fruits et légumes; alimentation et comportements des consommateurs.
- Équité sociale et économique : disponibilité, accessibilité et abordabilité des aliments pour les populations marginalisées.
- Approvisionnement et distribution alimentaires : disponibilité et accessibilité des aliments pour l'ensemble des consommateurs.

Données probantes relatives aux interventions municipales et communautaires visant à favoriser un système alimentaire durable

Figure 1: Résumé des interventions et des résultats liés à un système alimentaire durable énumérés dans les 18 examens

Remarque : L'accessibilité, la disponibilité et l'abordabilité des aliments n'ont pas été définies de manière uniforme, ni toujours différenciées par les auteurs des examens inclus. Dans le présent document, l'expression « accessibilité des aliments » s'entend de la capacité d'une population à se procurer de la nourriture (souvent perçue). La « disponibilité des aliments » s'entend de la possibilité d'acheter ou de consommer de la nourriture (peut-être sans égard à l'accessibilité). « L'abordabilité des aliments » s'entend du coût des aliments (souvent perçu). Les auteurs des examens peuvent avoir utilisé ces termes différemment. Néanmoins, les termes utilisés par les auteurs des examens ont été maintenus dans les conclusions afin d'éviter un amalgame inapproprié de ces termes qui pourrait conduire à une mauvaise interprétation. Le présent examen comprend des conclusions sur la disponibilité, l'accessibilité et l'abordabilité des aliments pour les populations marginalisées en tant que résultat de l'équité sociale et économique. Les conclusions sur la disponibilité, l'accessibilité ou l'abordabilité des aliments pour la population générale sont incluses en tant que résultat de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires.

Distribution et disponibilité alimentaires

Huit examens portaient sur les interventions relatives à la distribution et à la disponibilité des aliments, notamment les chaînes d'approvisionnement courtes (les marchés directs aux consommateurs et les marchés d'intermédiaires) et les chaînes d'approvisionnement traditionnelles.^{17,21,25,27-29,31,32} Les marchés directs aux consommateurs sont ceux qui relient le consommateur au producteur alimentaire,¹⁷ comme les marchés de producteurs, l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), les marchés itinérants, les kiosques de fruits et légumes ou les carrefours alimentaires. Les marchés d'intermédiaires sont des chaînes d'approvisionnement raccourcies qui relient également les producteurs et les consommateurs, mais qui le font par l'intermédiaire de « magasins de vente au détail de produits alimentaires, d'écoles, d'hôpitaux et d'autres points de vente locaux et régionaux ».^{17(p.14)} [Traduction] Un exemple de marché d'intermédiaires est le programme de la ferme aux établissements. Les chaînes d'approvisionnement traditionnelles sont des modes de distribution alimentaire plus classiques (p. ex. les supermarchés, les épiceries) qui se caractérisent souvent par « des productions efficaces et à faible coût, et des acheteurs et des vendeurs [qui] sont largement indifférents aux autres acteurs du marché ».^{17(p.5)}

La majorité des examens ont évalué l'effet des interventions relatives à la distribution et la disponibilité des aliments sur les régimes alimentaires et la nutrition durables (n=6), dont la consommation de fruits ou de légumes était le résultat le plus couramment utilisé.^{21,25,27-29,31,32} Les examens comprenaient des études faisant appel à diverses méthodologies pour mesurer la consommation de fruits et de légumes. Quatre examens ont évalué les résultats en matière d'équité sociale et économique, comme l'entrée sur le marché, la création d'emplois, les revenus des producteurs, l'abordabilité des aliments pour les consommateurs, et l'accessibilité et l'abordabilité des aliments pour des sous-groupes de la population (p. ex. les personnes à faible revenu).^{17,21,27,28} Enfin, deux examens ont évalué les résultats relatifs à l'approvisionnement et la distribution alimentaires, et en particulier la disponibilité d'aliments sains pour la population générale.^{25,27} Cinq des examens étaient de qualité moyenne^{27-29,31,32} et trois de faible qualité.^{17,21,25}

A. CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT COURTES

I. RÉGIMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DURABLES

Quatre chaînes d'approvisionnement courtes ont été évaluées pour leur effet sur les résultats alimentaires : l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), les marchés itinérants de fruits et légumes, les marchés de producteurs et les ententes de la ferme aux établissements. La plupart des examens ont porté sur plusieurs formes de chaînes d'approvisionnement courtes.^{21,25,28,32} Un seul examen a évalué l'effet de l'agriculture soutenue par la communauté³¹ et un autre examen a évalué l'effet des marchés itinérants de fruits et légumes.²⁹

Agriculture soutenue par la communauté (ASC)

Trois examens comprenaient des études sur l'ASC.^{21,25,31} L'ASC a été associée à des améliorations alimentaires (augmentation de la consommation de fruits et légumes, repas cuisinés à la maison, utilisation d'aliments peu familiers) chez les personnes qui ont participé, mais les résultats étaient mitigés en raison d'études dont la conception et les méthodologies variaient.³¹ Les résultats étaient plus cohérents dans le cas des changements alimentaires signalés par les participants et mesurés à l'aide de brèves questions d'enquête dans les études dont la qualité est plus faible. Les effets étaient moins importants dans les études mieux conçues ou lorsque l'apport alimentaire était mesuré à l'aide de registres, de journaux ou de questionnaires de fréquence alimentaire (QFA).³¹ La plupart des participants à l'ASC ont déclaré avoir consommé davantage de fruits et de légumes, y compris les familles à faible revenu bénéficiant d'une adhésion gratuite à un programme d'ASC, mais les changements alimentaires mesurés n'étaient pas toujours cohérents avec les changements signalés par les participants.³¹ Velazquez et coll. avancent que l'effet de la participation à l'ASC peut dépendre du type de consommateur (p. ex. les plus grands consommateurs peuvent ne pas remarquer de changement dans leur consommation).³¹ Noy et coll. ont signalé une augmentation de la quantité et de la variété de légumes consommés, ainsi que d'autres comportements positifs en matière d'achat, de cuisine et d'alimentation, parmi les participants à l'ASC.²¹ Une troisième étude de faible qualité a analysé l'effet de plusieurs types de chaînes d'approvisionnement courtes, y compris l'ASC, les marchés de producteurs et les ententes de la ferme aux établissements et a constaté que ces chaînes d'approvisionnement étaient associées à une augmentation de la consommation de fruits et de légumes chez les consommateurs.²⁵

Marchés itinérants de fruits et légumes

Trois examens de qualité moyenne ont évalué l'effet des marchés itinérants de fruits et légumes sur l'alimentation.^{28,29,32} Dans tous les examens, les marchés itinérants de fruits et légumes étaient associés à une meilleure consommation de fruits et légumes.^{28,29,32} Hsaio et coll. ont inclus cinq études évaluées par des pairs, et dont la conception était faible, qui mesuraient le plus souvent la consommation alimentaire par des questions de dépistage ou de fréquence alimentaire.²⁹ Hsaio et coll. ont conclu que les utilisateurs des marchés itinérants de fruits et légumes avaient généralement, mais pas de façon constante, une consommation de fruits et légumes plus élevée que les non-utilisateurs, tant chez les adultes que chez les enfants.²⁹ Woodruff et coll. ont évalué l'implantation de nouveaux détaillants,

y compris des marchés itinérants de fruits et légumes (en plus des marchés de producteurs et des kiosques de fruits et légumes).³² Dans le cadre de 15 études publiées dans 23 articles, Woodruff et coll. ont constaté que des résultats positifs avaient été obtenus avec des modèles d'étude et des méthodologies de mesure alimentaire plus faibles.³² En s'appuyant sur 15 sources de littérature grise analysées par des pairs, et ayant des modèles d'étude variés, Hollis-Hansen et coll. ont constaté que l'implantation de nouveaux marchés itinérants de fruits et légumes avait contribué à accroître la consommation de fruits et légumes. Ces études mesuraient principalement la consommation alimentaire à l'aide de questions de dépistages, de questionnaires de fréquence alimentaire (QFA) et de rappels des régimes alimentaires.²⁸

Marchés de producteurs

Quatre examens (deux de qualité moyenne^{28,32} et deux de faible qualité^{21,25}) ont évalué l'effet des marchés de producteurs sur l'alimentation. Hollis-Hansen et coll. indiquent qu'il n'y a pas suffisamment de données pour tirer une conclusion sur l'effet des marchés de producteurs sur la consommation de fruits et légumes.²⁸ Comme mentionné précédemment, l'implantation de nouveaux détaillants, y compris les marchés de producteurs, a été associée à des améliorations autodéclarées de la consommation de fruits et légumes, mais pas à une consommation quantifiable.³² D'autre part, Sitaker et coll. et Noy et coll. ont tous les deux indiqué que les marchés de producteurs pouvaient accroître la consommation de fruits et légumes²⁵ et de légumes²¹ chez les consommateurs. Toutefois, la qualité de ces études est faible.

De la ferme aux établissements

Un seul examen de faible qualité a évalué l'effet des initiatives de la ferme aux établissements (combinées avec d'autres chaînes d'approvisionnement courtes) sur la consommation de fruits et légumes et a conclu qu'elles étaient associées à une augmentation autodéclarée de la consommation de fruits et légumes.²⁵

II. ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Quatre examens ont analysé les effets des chaînes d'approvisionnement courtes sur l'équité sociale et économique (un de qualité moyenne²⁸ et deux de faible qualité^{17,21,25}). Hollis-Hansen et coll. ont constaté que l'implantation de nouveaux marchés itinérants de fruits et légumes et de marchés de producteurs était associée à une amélioration de l'accessibilité perçue d'un marché qui vend des fruits et légumes par les consommateurs à faible revenu, mais que les nouveaux marchés itinérants de fruits et légumes n'avaient aucun effet sur l'accessibilité perçue des fruits et légumes par les consommateurs à faible revenu.²⁸ Cet examen comprend des études et des sources de littérature grise qui avaient des modèles d'étude variés, mais les résultats ne semblent pas différer selon le type d'étude.²⁸ Hollis-Hansen et coll. n'ont pas trouvé d'études qui évaluaient l'effet des marchés de producteurs sur l'accessibilité perçue des fruits et légumes par les consommateurs à faible revenu.²⁸ Des carrefours alimentaires particuliers (réseaux alimentaires communautaires, marchés itinérants, boîtes d'aliments) ont été utilisés pour améliorer l'accessibilité des populations à faible revenu^{21,25} et des populations rurales,²⁵ et dans les déserts alimentaires.²⁵

Sitaker et coll. ont également indiqué que les chaînes d'approvisionnement courtes soutiennent les producteurs et les consommateurs.²⁵ Plus précisément, l'ASC semble aider les consommateurs à économiser de l'argent et tant l'ASC que les marchés de producteurs fournissent d'autres avantages aux consommateurs liés au temps, à la commodité et aux liens sociaux.²⁵ À des degrés divers, tous les types d'interventions (l'ASC, les marchés de producteurs, les programmes de la ferme aux établissements et les carrefours alimentaires) examinées par Sitaker et coll. auraient renforcé les économies locales grâce à la création d'emplois et la génération de revenus, et augmenté les revenus et les bénéfices des producteurs.²⁵ Dimitri et Gardner ont expliqué que l'établissement des prix des aliments par les détaillants des chaînes d'approvisionnement courtes, qui est fondé sur les valeurs des consommateurs (p. ex. la durabilité, l'origine locale), peut favoriser de meilleures relations avec les consommateurs (y compris les établissements) et les organismes sans but lucratif.¹⁷ Le partage de valeurs sociales et environnementales entre les producteurs, les détaillants et les consommateurs peut permettre aux producteurs de vendre leur produit à un prix plus élevé et donc se traduire par des revenus plus importants.¹⁷ Les collaborations avec des organismes sans but lucratif peuvent améliorer la disponibilité des ressources et l'infrastructure des chaînes d'approvisionnement, et améliorer l'accessibilité des aliments par les populations vulnérables (les personnes racialisées, les personnes à faible revenu).¹⁷ En particulier, l'ASC²⁵ et les chaînes d'approvisionnement intermédiaires fondées sur les valeurs (p. ex. les carrefours alimentaires)¹⁷ ont profité aux petits et moyens producteurs ou aux producteurs nouveaux ou inexpérimentés.

III. APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRES

Un seul examen, jugé faible, a analysé l'effet de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires sur la disponibilité générale des aliments.²⁵ Sitaker et coll. ont signalé que les marchés de producteurs, l'ASC, les programmes de la ferme aux établissements et les carrefours alimentaires augmentaient la disponibilité d'aliments sains qui étaient également abordables.²⁵

B. CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT TRADITIONNELLES

I. RÉGIMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DURABLES

Trois examens de qualité moyenne^{27,28,32} ont permis d'évaluer si l'implantation de nouveaux supermarchés (épiceries) avait un effet sur l'apport alimentaire. Hollis-Hansen et coll.²⁸ et Woodruff et coll.³² ont tous les deux évalué les nouveaux supermarchés en combinaison avec des chaînes d'approvisionnement courtes, mais ils ont publié les résultats séparément. Seuls Abeykoon et coll. ont évalué uniquement les supermarchés.²⁷ Tous les examens ont constaté que l'ouverture de nouveaux supermarchés dans certaines régions n'a généralement pas été associée à une augmentation de la consommation de fruits et légumes,^{27,28,32} y compris parmi les communautés ayant un faible accès aux supermarchés²⁷ et les communautés à faible revenu.²⁸

Hollis-Hansen et coll. ont signalé que trois études sur quatre indiquaient des effets nuls ou négatifs de l'ouverture d'un nouveau supermarché sur la consommation de fruits et légumes dans une communauté à faible revenu, mesurés par un rappel de 24 heures ou un questionnaire de fréquence alimentaire.²⁸ Toutes les études examinées par Abeykoon et coll., quelle que soit leur qualité,

indiquaient des résultats non concluants de l'ouverture d'une nouvelle épicerie sur la consommation de fruits et légumes. La plupart des études mesuraient le régime alimentaire à l'aide d'outils valides et fiables.²⁷ Les études plus faibles qui ont évalué les effets au sein de sous-groupes ont montré que les personnes qui ont changé de supermarché, qui habitent plus près, qui ont le meilleur ou le pire régime alimentaire, ou qui ont reçu une éducation nutritionnelle, étaient plus susceptibles de bénéficier davantage de l'implantation du nouveau supermarché.²⁷ Woodruff et coll. n'ont constaté aucun effet global, mais ils ont suggéré que les personnes qui utilisent le nouveau supermarché, plutôt que de simplement habiter près du nouveau supermarché, pourraient être plus susceptibles de bénéficier d'un nouveau supermarché.³²

II. ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Dans le seul examen de qualité moyenne qui a évalué l'effet d'un nouveau supermarché dans une communauté à faible revenu, Hollis-Hansen et coll. ont constaté une amélioration de l'accessibilité perçue de tous les aliments et une diminution du coût perçu des fruits et légumes dans la communauté.²⁸

III. APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRES

Abeykoon et coll. ont constaté que l'implantation d'un nouveau supermarché, mesurée par deux études, était associée à une perception d'un accès accru aux aliments par les membres de la communauté et les utilisateurs du nouveau supermarché.²⁷

Production alimentaire

Huit études ont examiné les interventions en matière de production alimentaire en milieu urbain.^{18,21-24,26,30,33} L'agriculture urbaine (AU) est un type de production alimentaire au moyen de l'agriculture et du jardinage en milieu urbain.²² L'agriculture périurbaine (AP) est un type de production alimentaire réalisée sur les terres entourant les villes et est parfois incluse dans les définitions de l'agriculture urbaine.²² Les terres sur lesquelles se pratique l'agriculture périurbaine constituent un espace de transition entre les zones urbaines et rurales car elles ont une densité de population plus faible que les centres urbains, mais aussi moins d'espace agricole et naturel que les zones rurales.²² Les méthodes d'agriculture urbaine et périurbaine sont variées et comprennent les potagers dans les communautés, sur les terrains scolaires, sur les toits ou dans les cours des maisons, les forêts alimentaires, la culture de produits comestibles sur les murs et les toits, ainsi que les fermes et les exploitations agricoles dans les villes ou en périphérie.^{22,24}

Trois examens ont évalué les effets de plusieurs méthodes d'agriculture urbaine et périurbaine sur les résultats liés à la production alimentaire et à l'équité sociale et économique.^{22,24,26} Une méthode d'agriculture urbaine, le jardinage, a été évaluée dans six études^{18,21,23,24,30,33} en fonction des résultats liés aux régimes alimentaires durables et à la nutrition, à l'équité sociale et économique et à l'approvisionnement et la distribution alimentaires.

I. PRODUCTION ALIMENTAIRE

Trois examens de faible qualité ont évalué les effets de l'agriculture urbaine et périurbaine sur la production alimentaire.^{22,24,26} Tous ont cité le potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine afin d'améliorer la production alimentaire.^{22,24,26} Il existe divers systèmes de production alimentaire urbains qui peuvent accroître la capacité des milieux urbains à produire des aliments, notamment les forêts urbaines, les potagers (communautaires, scolaires, domestiques), les jardins forestiers (p. ex. une variété d'arbres, d'arbustes et de zones au sol recouvertes d'herbes, de légumes et de fleurs), et la culture de produits comestibles sur les toits et murs.²⁴ Wilhelm et coll. affirment que l'agriculture urbaine et périurbaine ont des objectifs multifonctionnels, notamment l'augmentation de la disponibilité des aliments, des avantages environnementaux (le soutien de la biodiversité, la séquestration du carbone, la régulation de la température) et des avantages culturels (la préservation des traditions culturelles, l'augmentation des revenus).²⁶ L'agriculture urbaine et périurbaine présente les mêmes avantages environnementaux que les espaces verts (p. ex. les parcs), avec l'avantage supplémentaire de la production alimentaire.²⁶ Toutefois, ni Russo et coll.²⁴ ni Wilhelm et coll.²⁶ n'ont pu quantifier l'augmentation de la production alimentaire attribuable aux initiatives en matière d'agriculture urbaine et périurbaine. On s'attend à ce que l'agriculture périurbaine puisse produire des rendements plus élevés et une plus grande variété de produits (les céréales, les légumes, les produits d'élevage) que l'agriculture urbaine grâce à l'apport des professionnels et des systèmes établis liés à l'agriculture périurbaine par rapport à l'agriculture urbaine.²²

II. RÉGIMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DURABLES

Quatre examens (deux de faible qualité^{18,24}, un de qualité moyenne³⁰ et un de qualité élevée³³) ont constaté que les potagers urbains étaient associés à une meilleure consommation de fruits et légumes. Garcia et coll. soutiennent que les potagers urbains sont prometteurs en ce qui concerne l'augmentation de la consommation de fruits et légumes chez les participants.³³ La participation aux potagers urbains (par les ménages et les communautés) a été associée de manière positive à l'augmentation des quantités et des variétés de fruits et de légumes consommés, selon les modèles d'étude de faible qualité, les changements alimentaires autodéclarés et les populations particulières étudiées (p. ex. les patients).³³ Un examen de quatre études réalisées par McCormack et coll. a révélé que les participants aux potagers communautaires avaient une consommation, une fréquence et une variété de légumes (et de fruits dans certains cas) plus élevées que les non-participants, mais il s'agissait dans tous les cas d'études transversales ayant recours à diverses méthodologies de mesure du régime alimentaire.³⁰ Draper et coll. ont constaté que les potagers communautaires étaient associés à une consommation accrue de fruits et de légumes chez les membres de la famille des participants aux potagers, dans tous les milieux et pour toutes les populations.¹⁸

Quatre examens de faible qualité ont trouvé des preuves que la sensibilisation relative à la nutrition et à la culture d'un potager pouvait avoir des résultats positifs sur la consommation de fruits et légumes.^{18,21,23,24} Draper et coll. et Robinson-O'Brien et coll. ont tous les deux constaté que les programmes de jardinage étaient associés à une amélioration de la consommation de légumes,²³ et de fruits et légumes^{18,23} chez les jeunes. Russo et coll. et Noy et coll. ont trouvé des preuves que les potagers en milieu

scolaire, combinés à d'autres interventions (l'apprentissage par le jardinage,^{21,24} l'augmentation de la disponibilité des légumes du jardin dans la cafétéria de l'école,²⁴ la cuisson et la prise de repas en groupe²¹), étaient associés à une augmentation de la consommation de fruits et légumes.

III. ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Opitz et coll. affirment que l'accessibilité des aliments peut être améliorée par l'agriculture urbaine. Cependant, la recherche est mitigée quant à savoir qui en bénéficie (ménages à revenu faible ou élevé; participants blancs ou participants de différentes origines raciales).²² L'agriculture urbaine peut profiter aux personnes à revenu élevé, car les producteurs peuvent rechercher des restaurants ou des magasins qui servent cette population.²²

Une seule étude de faible qualité a évalué les effets des potagers communautaires sur les résultats sociaux et économiques.¹⁸ Draper et coll. ont déclaré que les potagers communautaires profitaient aux consommateurs en général (habituellement des adultes de race blanche), mais que cette question n'était pas bien étudiée dans les populations marginalisées. À partir d'une analyse thématique de 55 articles sur les potagers communautaires aux États-Unis, Draper et coll. ont constaté que les potagers communautaires amélioraient l'accessibilité des fruits et légumes (y compris ceux qui ne sont pas disponibles ou abordables dans les magasins), augmentaient le partage de la nourriture avec les populations vulnérables (p. ex. les personnes âgées, les sans-abri, les personnes à faible revenu), augmentaient le capital social, la cohésion communautaire et l'autonomisation, et constituaient une source de revenus ou de salaires pour les particuliers (p. ex. les jeunes à risque ou à faible revenu), les familles et les communautés.¹⁸

IV. APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRES

Garcia et coll. ont constaté que la participation aux potagers urbains était positivement associée à l'accessibilité perçue des aliments frais et sains (légumes et fruits), au partage de la récolte et à la réduction des coûts alimentaires.³³ Comme mentionné ci-dessus, Draper et coll. ont signalé que les potagers communautaires amélioraient l'accessibilité, l'abordabilité des fruits et légumes pour les consommateurs en général.¹⁸

Vente au détail de produits alimentaires

Les interventions relatives à la vente au détail de produits alimentaires ont été étudiées dans le cadre de quatre examens^{19,20,30,34} afin d'en évaluer les effets sur les régimes alimentaires et la nutrition durables, l'équité sociale et économique, et l'approvisionnement et la distribution alimentaires. Les interventions décrites dans la présente section vont au-delà de la simple augmentation de la disponibilité alimentaire par le biais de l'ASC, des marchés itinérants de fruits et légumes, des marchés de producteurs, des épiceries, etc. (voir l'approvisionnement et de la distribution alimentaires ci-dessus). Les interventions décrites dans la présente section comprennent des interventions complémentaires (comme les politiques, les promotions et la sensibilisation) dans divers contextes de vente au détail afin d'accroître, notamment, l'accessibilité des aliments, la consommation alimentaire ou les revenus des producteurs. Deux examens ont porté sur les marchés de producteurs,^{30,34} un examen a porté sur les petits magasins

d'alimentation¹⁹ et un autre sur divers établissements (écoles, hôpitaux, lieux de travail, etc.) et des communautés éloignées.²⁰

I. RÉGIMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION DURABLES

L'effet des coupons-rabais et des programmes de livraison des marchés de producteurs, notamment le programme de nutrition des marchés de producteurs pour les personnes âgées, a été évalué dans le cadre d'un examen de faible qualité³⁴ et d'un examen de qualité moyenne.³⁰ Les deux examens ont constaté que les coupons-rabais et les programmes de livraison des marchés de producteurs étaient associés à une augmentation de la consommation de légumes et de fruits^{30,34} et à des visites répétées dans les marchés de producteurs.³⁰ Ces évaluations ont été faites à l'aide de modèles d'étude faibles, dont les résultats étaient le plus souvent autodéclarés à l'aide de brefs questionnaires.

Dans les petits magasins d'alimentation, l'effet d'une variété d'interventions comprenant des soutiens aux petits magasins d'alimentation (p. ex. l'amélioration des infrastructures, la formation du personnel) et aux consommateurs (p. ex. la communication, la mobilisation, les promotions, l'établissement des prix) a été évalué en fonction de la disponibilité des aliments, des achats et de la consommation alimentaire.¹⁹ Gittelsohn et coll. ont signalé que les interventions dans les petits magasins d'alimentation étaient associées à une fréquence significativement plus élevée d'achat de certains aliments sains (ceux faisant l'objet d'une promotion) et à la vente d'une plus grande quantité de fruits, de légumes et d'autres aliments faisant l'objet d'une promotion.¹⁹

Dans les établissements, Nieblyski et coll. ont constaté, dans le cadre d'un examen de faible qualité, que les politiques d'achat d'aliments sains dans les écoles et les lieux de travail étaient associées à une amélioration de la consommation et à l'achat d'aliments plus sains (mesurés par la vente d'aliments, les rappels après 24 heures et d'autres méthodes), surtout lorsqu'elles étaient associées à la sensibilisation ou à la promotion d'aliments sains.²⁰ Nieblyski et coll. ont également déclaré que les programmes et les politiques mis en œuvre dans les communautés éloignées du Nord canadien (programme Healthy Foods North, Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste et autres interventions dans le domaine de la vente au détail de produits alimentaires) qui prévoyaient des changements dans la disponibilité et le coût des aliments, la promotion et la sensibilisation nutritionnelle étaient associés à une augmentation des achats d'aliments plus sains.²⁰

II. ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Un seul examen de faible qualité a évalué l'effet des coupons-rabais sur les revenus des producteurs dans les marchés de producteurs dans le cadre du programme de nutrition des marchés de producteurs pour les personnes âgées.³⁴ O'Dare et coll. ont signalé que les revenus des producteurs augmentaient à mesure que les achats d'aliments dans les marchés de producteurs augmentaient avec l'échange des coupons-rabais.³⁴

Gittelsohn et coll. ont signalé que les ventes d'aliments faisant l'objet d'une promotion dans le cadre de la mise à l'essai d'intervention en magasin (qui visaient principalement les populations à faible revenu et minoritaires) ont augmenté de manière significative. Les ventes de produits frais auraient augmenté de 25 à 50 %.¹⁹

III. APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRES

Au terme d'un examen des menus, Nieblyski et coll. ont constaté, qu'en général, les politiques étaient efficaces pour augmenter la disponibilité d'aliments sains et diminuer la disponibilité d'aliments malsains dans tous les milieux (p. ex. les hôpitaux et les écoles).²⁰ Dans le cadre d'un examen de faible qualité des interventions dans les petits magasins d'alimentation, Gittelsohn et coll. ont constaté que tous les essais avaient démontré que les magasins augmentaient la disponibilité et la variété de certains aliments sains (ceux faisant l'objet d'une promotion), y compris les produits frais.¹⁹

Discussion et conclusions

Les données probantes démontrent que les interventions qui ciblent certaines parties du système alimentaire peuvent avoir un effet sur la consommation alimentaire et l'accessibilité des aliments. Le présent examen a constaté que certaines interventions en matière de distribution et de disponibilité des aliments et de production alimentaire, notamment les chaînes d'approvisionnement courtes et les potagers urbains, respectivement, étaient associées à des effets positifs sur le régime alimentaire.^{21,25,28,29,31,32} Toutefois, les résultats étaient moins cohérents lorsque les études utilisaient des méthodologies plus rigoureuses. D'autre part, l'implantation d'une nouvelle épicerie n'était pas associée à une amélioration de la consommation de fruits et légumes.^{21,25,28,29,31,32} L'agriculture urbaine a été associée à une amélioration de l'accessibilité perçue des fruits et légumes par les participants.^{18,22,33} Les marchés à chaîne d'approvisionnement courte (p. ex. l'ASC, les marchés itinérants)^{17,21,25,28} et les marchés traditionnels (p. ex. les épiceries)^{27,28} ont été associés à une amélioration de l'accessibilité perçue des aliments en général ou à un endroit qui vend des aliments, mais n'étaient pas nécessairement associés à une amélioration de l'accessibilité perçue aux fruits et légumes.

Le présent examen a constaté que les données probantes indiquant que l'équité sociale et économique et la production alimentaire peuvent être influencées par les interventions relatives aux systèmes alimentaires sont limitées. Pour les populations marginalisées (p. ex. à faible revenu, racialisées), les interventions visant à augmenter la production alimentaire ou la distribution et la disponibilité des aliments n'ont pas été associées de façon constante à une augmentation de l'accessibilité perçue des aliments.^{17,18,21,22,25,28} Les consommateurs et les producteurs qui ont participé à des chaînes d'approvisionnement courtes ou à l'agriculture urbaine ont déclaré bénéficier de nombreux avantages sociaux et économiques, comme une meilleure accessibilité aux aliments, un capital social, des revenus, des salaires, des emplois et un accès aux marchés.^{17,18,25} L'agriculture urbaine est présentée comme une intervention qui permet de produire des aliments par divers moyens (les potagers, les forêts, la culture de produits comestibles sur les murs et les toits), mais aucune étude n'a quantifié son effet sur la production alimentaire.^{22,24,26}

Les résultats de cet examen des données probantes indiquent que les interventions portant sur une seule partie du système alimentaire peuvent avoir des effets sur divers résultats, notamment les régimes alimentaires, l'accessibilité des aliments et l'équité. Toutefois, des lacunes subsistent dans les données probantes au sujet de l'effet d'autres interventions relatives au système alimentaire liées à la transformation des aliments et au gaspillage alimentaire. En outre, il existe des lacunes concernant

l'effet de toute intervention relative au système alimentaire concernant les résultats en matière de gouvernance et de gaspillage alimentaires. Ces lacunes peuvent être dues à la stratégie de recherche ou au fait que l'examen a porté sur les résultats plutôt que sur les processus de changement, qui peuvent être plus pertinents sur le plan de la gouvernance alimentaire.

Les données probantes suggèrent également que des interventions supplémentaires (p. ex. la sensibilisation nutritionnelle, les bons d'achat, la livraison, l'amélioration des infrastructures, les politiques) qui ont contribué à mobiliser les consommateurs ou les producteurs dans le système alimentaire ont été associées à des résultats positifs sur le régime alimentaire, les revenus des producteurs et l'accessibilité et la disponibilité des aliments. Les interventions en matière de santé publique comportant plusieurs volets de renforcement sont souvent recommandées afin de favoriser des résultats optimaux.^{35,36} Cependant, les données probantes examinées ici n'ont pas permis d'évaluer l'effet des interventions comportant plusieurs volets qui touchent quelques-uns ou l'ensemble des éléments de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Comme l'expliquent Noy et coll., de nombreuses interventions sont multidimensionnelles, comme les potagers communautaires qui contribuent à un marché de producteurs.²¹ Bien que la nature intégrée des systèmes alimentaires locaux n'ait pas été explicitement explorée dans la littérature scientifique examinée, une analyse systémique complète peut être nécessaire afin de comprendre de manière exhaustive pourquoi ou comment les interventions relatives aux systèmes alimentaires fonctionnent.³

Noy et coll. décrivent les systèmes alimentaires locaux comme « [incluant] les interventions locales et régionales initiées par les communautés ainsi que les chaînes d'approvisionnement courtes, comme les carrefours alimentaires et les réseaux de quartiers... [qui] contribuent à un approvisionnement alimentaire local et à l'établissement de liens entre les producteurs et les consommateurs... souvent guidés par des valeurs liées au capital social et à l'environnement - biodiversité, durabilité environnementale, souveraineté alimentaire, qualité des aliments et soutien aux producteurs locaux. »^{21(p.6)} [Traduction] Les subtilités des systèmes alimentaires locaux, notamment en matière de réciprocité entre les composantes du système alimentaire et entre les consommateurs et les producteurs, sont des aspects contextuels qui ne peuvent être négligés afin de comprendre comment ou pourquoi les interventions fonctionnent. Les conclusions des études et des examens qui sont décrits dans le présent document ne peuvent pas forcément être généralisées pour tous les systèmes alimentaires locaux de l'Ontario ou du Canada. De plus, des facteurs macroéconomiques liés aux systèmes alimentaires régionaux, nationaux ou mondiaux se superposent aux systèmes alimentaires locaux. Le contexte dans lequel une intervention est mise en œuvre est un facteur important pour comprendre l'effet de l'intervention.^{37,38} Malheureusement, les données probantes examinées ici n'ont pas abordé les facteurs contextuels.

Par ailleurs, il est nécessaire de comprendre comment les personnes interagissent avec le milieu dans lequel elles vivent.³⁸⁻⁴² Il existe encore un écart dans la compréhension de la manière dont, pour qui et par quel mécanisme les interventions en matière d'environnement alimentaire ont un effet sur les régimes alimentaires.⁴³ Néanmoins, la participation des consommateurs et des producteurs aux interventions a été analysée dans de nombreuses études. La réaction des participants à une intervention peut en modifier la mise en œuvre et donc son effet.⁴⁴ De nombreuses études ont souligné que pour

qu'une intervention ait un effet, les gens doivent l'utiliser – par exemple, visiter le marché itinérant plutôt que de se contenter de savoir qu'il existe; participer à un potager communautaire plutôt que de se contenter d'habiter à proximité – parce que ceux qui le font sont plus susceptibles d'en bénéficier. Le succès d'une intervention dépend en partie de sa pertinence et de son acceptation par les utilisateurs visés.⁴⁴

Limites

Les résultats de cet examen des données probantes sont limités par des facteurs liés à la qualité de la littérature scientifique disponible. Aucune littérature grise n'a été incluse, ce qui pourrait limiter l'étendue des interventions recensées à l'échelon municipal et communautaire en matière de systèmes alimentaires durables. De plus, la littérature scientifique sur les systèmes alimentaires est mal indexée dans les bases de données évaluées par les pairs, ce qui peut avoir eu une incidence sur l'exhaustivité de notre recherche. Il est possible qu'il y ait davantage d'études sur les interventions dans le domaine de la vente au détail de produits alimentaires, par exemple, mais aucune autre étude n'a été trouvée dans le cadre de notre recherche sur les systèmes alimentaires. Un certain nombre d'examens inclus étaient de faible qualité et comprenaient une variété d'interventions, de résultats, de modèles d'étude et de méthodologies hétérogènes. Plusieurs comprenaient des études de faible qualité ayant une inférence causale limitée. En raison de l'hétérogénéité des études, de nombreux examens n'ont pu quantifier l'impact des interventions sur les résultats. L'hétérogénéité des méthodologies est courante dans le domaine de la recherche sur les systèmes alimentaires et cela contribue à la variation des résultats et à limiter la force des données probantes.^{1,2} Les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison de la faible qualité des examens, de l'hétérogénéité des interventions, des résultats, des contextes et des populations dans tous les examens, et des lacunes potentielles dans les résultats de la recherche.

Retombées sur la pratique

La documentation évaluée par des pairs qui a été examinée et qui portait sur les interventions à l'échelon municipal ou communautaire visant à favoriser des systèmes alimentaires durables est variée et limitée. Le présent examen donne une vue d'ensemble des diverses interventions relatives aux systèmes alimentaires locaux qui peuvent avoir de nombreux effets sur le régime alimentaire, l'équité, la disponibilité des aliments et la production alimentaire. Il existe de multiples points d'intervention dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire : les interventions à plusieurs volets peuvent être synergiques, mais aucune preuve n'a été trouvée concernant les interventions visant l'ensemble du système alimentaire. Les effets des interventions sur les systèmes alimentaires ne sont pas bien quantifiés et sont souvent étudiés en utilisant des modèles d'étude faibles et une variété de méthodologies d'évaluation. Le suivi et l'évaluation de l'effet des interventions sur les systèmes alimentaires à l'échelon communautaire peuvent être nécessaires afin d'assurer l'acceptation et la mobilisation de la communauté à l'égard de l'intervention et de contribuer à une meilleure compréhension des interventions efficaces sur les systèmes alimentaires.

Ressources supplémentaires

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Nutrition et systèmes alimentaires. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Comité de la sécurité alimentaire mondiale [Internet]. Rome: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies; 2017 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <http://www.fao.org/3/I7846FR/i7846fr.pdf>

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies. Cadre de suivi du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan. Rome, Italie: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies; 2019 [cité le 27 novembre 2019]. Disponible à : <http://www.fao.org/3/ca6144fr/CA6144FR.pdf>

Bibliographie

1. Liefvers JRL, Ekwaru JP, Ohinmaa A, Veugelers PJ. The economic burden of not meeting food recommendations in Canada: the cost of doing nothing. PLoS One. 2018;13(4):13:e0196333. Disponible à : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0196333>
2. Alam S, Lang JJ, Drucker AM, Gotay C, Kozloff N, Mate K, et coll. Assessment of the burden of diseases and injuries attributable to risk factors in Canada from 1990 to 2016: an analysis of the global burden of disease study. CMAJ Open. 2019;7(1):E140-8. Disponible à : <https://doi.org/10.9778/cmajo.20180137>
3. Waterlander WE, Mhurchu CN, Eyles H, Vandevijvere S, Cleghorn C, Scarborough P, et coll. Food futures: developing effective food systems interventions to improve public health nutrition. Agricultural systems. 2018;160:124-31.
4. Seed B, Rocha C. Can we eat our way to a healthy, ecologically sustainable and resilient food system? Can Food Stud. 2018;5(3):182-207. Disponible à : <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v5i3.258>
5. Prowse R, Richmond S, Carsley S, Moloughney B, Manson H. Strengthening public health nutrition in Ontario: results of a situational assessment to identify system-wide needs for capacity-building. Public Health Nutr. Forthcoming 2020.
6. Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Nutrition et systèmes alimentaires. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Comité de la sécurité alimentaire mondiale [Internet]. Rome: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies; 2017 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <http://www.fao.org/3/I7846FR/i7846fr.pdf>
7. Levkoe C, Lefebvre R, Blay-Palmer A. The food counts: a pan-Canadian sustainable food systems report card [Internet]. Waterloo, ON: Wilfred Laurier University; 2017 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://foodsecurecanada.org/resources-news/news-media/new-report-card-food-counts>
8. United Nations. Sustainable development goals [Internet]. New York, NY: United Nations Department of Public Information; 2020 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>
9. Willett W, Rockstrom J, Loken B, Springmann M, Lang T, Vermeulen S, et coll. Food in the Anthropocene: the EAT-Lancet commission on healthy diets from sustainable food systems. Lancet. 2019;393(10170):447-92.
10. Gouvernement du Canada. Politique alimentaire pour le Canada [Internet]. Ottawa, ON: Gouvernement du Canada; 2017 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/campagne/politique-alimentaire.html>
11. Gouvernement du Canada. Guide alimentaire canadien [Internet]. Ottawa, ON: Gouvernement du Canada; 2019 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://guide-alimentaire.canada.ca/fr/>

12. Ontario. Ministère de la Santé. Ministère des Soins de longue durée. Normes de santé publique de l'Ontario : exigences relatives aux programmes, aux services et à la responsabilisation (les Normes) [Internet]. Toronto, ON: Imprimeur de la Reine pour l'Ontario; c2009-19 [texte modifié le 6 février 2020; cité le 17 mai 2020]. Disponible à : http://www.health.gov.on.ca/fr/pro/programs/publichealth/oph_standards/default.aspx
13. MacRae R, Donahue K. Municipal food policy entrepreneurs: a preliminary analysis of how Canadian cities and regional districts are involved in food system change [Internet]. Toronto, ON: Toronto Food Policy Council; 2013 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://tfpc.to/wordpress/wp-content/uploads/2013/05/Report-May30-FINAL.pdf>
14. Boucher BA, Manafo E, Boddy MR, Roblin L, Truscott R. The Ontario Food and Nutrition Strategy: identifying indicators of food access and food literacy for early monitoring of the food environment. *Health Promot Chronic Dis Prev Can*. 2017;37(9):313-9. Disponible à : <https://doi.org/10.24095/hpcdp.37.9.06>
15. Association of Municipalities of Ontario (AMO). Best practices in local food: a guide for municipalities [Internet]. Toronto, ON: AMO; 2013 [cité le 17 mai 2020]. Disponible à : <https://www.amo.on.ca/AMO-Content/Policy-Updates/2013/AMO-and-OMKN-Receive-Report-on-Best-Practices-in-L.aspx>
16. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies. Cadre de suivi du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan. Rome, Italie: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies; 2019 [cité le 27 novembre 2019]. Disponible à : <http://www.fao.org/3/ca6144fr/CA6144FR.pdf>
17. Dimitri C, Gardner K. Farmer use of intermediated market channels: a review. *Renew Agric Food Syst*. 2019;34(3):181-97.
18. Draper C, Freedman D. Review and analysis of the benefits, purposes, and motivations associated with community gardening in the United States. *J Community Pract*. 2010;18(4):458-92.
19. Gittelsohn J, Rowan M, Gadhoke P. Interventions in small food stores to change the food environment, improve diet, and reduce risk of chronic disease. *Prev Chronic Dis*. 2012;9:E59. Disponible à : <http://dx.doi.org/10.5888/pcd9.110015>
20. Niebylski ML, Lu T, Campbell NR, Arcand J, Schermel A, Hua D, et coll. Healthy food procurement policies and their impact. *Int J Environ Res Public Health*. 2014;11(3):2608-27. Disponible à : <https://doi.org/10.3390/ijerph110302608>
21. Noy S, Patrick R, Henderson-Wilson C, Nuttman S, Ryan I. New frontiers in community initiatives to increase vegetable consumption. *Health Promot J Austr*. 2019;30 Suppl 1:52-61.
22. Opitz I, Berges R, Piore A, Krikser T. Contributing to food security in urban areas: differences between urban agriculture and peri-urban agriculture in the global North. *Agric Hum Values*. 2016;33(2):341-58. Disponible à : <https://doi.org/10.1007/s10460-015-9610-2>

23. Robinson-O'Brien R, Story M, Heim S. Impact of garden-based youth nutrition intervention programs: a review. *J Am Diet Assoc.* 2009;109(2):273-80.
24. Russo A, Escobedo FJ, Cirella GT, Zerbe S. Edible green infrastructure: an approach and review of provisioning ecosystem services and disservices in urban environments. *Agric Ecosystems Environ.* 2017;242:53-66.
25. Sitaker M, Kolodinsky J, Jilcott Pitts SB, Seguin RA. Do entrepreneurial food systems innovations impact rural economies and health? Evidence and gaps. *Am J Entrep.* 2014;7(2):3-16.
26. Wilhelm JA, Smith RG. Ecosystem services and land sparing potential of urban and peri-urban agriculture: a review. *Renew Agric Food Syst.* 2018;33(5):481-94.
27. Abeykoon AH, Engler-Stringer R, Muhajarine N. Health-related outcomes of new grocery store interventions: a systematic review. *Public Health Nutr.* 2017;20(12):2236-48.
28. Hollis-Hansen K, Vermont L, Zafron ML, Seidman J, Leone L. The introduction of new food retail opportunities in lower-income communities and the impact on fruit and vegetable intake: a systematic review. *Transl Behav Med.* 2019;9(5):837-46.
29. Hsiao BS, Sibeko L, Troy LM. A Systematic review of mobile produce markets: facilitators and barriers to use, and associations with reported fruit and vegetable intake. *J Acad Nutr Diet.* 2019;119(1):76-97.e1.
30. McCormack LA, Laska MN, Larson NI, Story M. Review of the nutritional implications of farmers' markets and community gardens: a call for evaluation and research efforts. *J Am Diet Assoc.* 2010;110(3):399-408.
31. Vasquez A, Sherwood NE, Larson N, Story M. Community-supported agriculture as a dietary and health improvement strategy: a narrative review. *J Acad Nutr Diet.* 2017;117(1):83-94.
32. Woodruff RC, Raskind IG, Harris DM, Gazmararian JA, Kramer M, Haardorfer R, et coll. The dietary impact of introducing new retailers of fruits and vegetables into a community: results from a systematic review. *Public Health Nutr.* 2018;21(5):981-91.
33. Garcia MT, Ribeiro SM, Germani ACCG, Bogus CM. The impact of urban gardens on adequate and healthy food: a systematic review. *Public Health Nutr.* 2018;21(2):416-25.
34. O'Dare Wilson K. Community food environments and healthy food access among older adults: A review of the evidence for the Senior Farmers' Market Nutrition Program (SFMNP). *Soc Work Health Care.* 2017;56(4):227-43.
35. McLeroy KR, Bibeau D, Steckler A, Glanz K. An ecological perspective on health promotion programs. *Health Educ Q.* 1988;15(4):351-77.

36. Swinburn B, Egger G, Raza F. Dissecting obesogenic environments: the development and application of a framework for identifying and prioritizing environmental interventions for obesity. *Prev Med.* 1999;29(6 Pt 1):563-70.
37. Rychetnik L, Frommer M, Hawe P, Shiell A. Criteria for evaluating evidence on public health interventions. *J Epidemiol Community Health.* 2002;56(2):119-27. Disponible à : <http://dx.doi.org/10.1136/jech.56.2.119>
38. Pitt E, Gallegos D, Comans T, Cameron C, Thornton L. Exploring the influence of local food environments on food behaviours: a systematic review of qualitative literature. *Public Health Nutr.* 2017;20(13):2393-405.
39. Glanz K, Sallis JF, Saelens BE, Frank LD. Healthy nutrition environments: concepts and measures. *Am J Health Promot.* 2005;19(5):330-3.
40. Story M, Kaphingst KM, Robinson-O'Brien R, Glanz K. Creating healthy food and eating environments: policy and environmental approaches. *Annu Rev Public Health.* 2008;29:253-72. Disponible à : <https://doi.org/10.1146/annurev.publhealth.29.020907.090926>
41. Lytle LA. Measuring the food environment: state of the science. *Am J Prev Med.* 2009;36(4):S134-44.
42. Penney TL, Almiron-Roig E, Shearer C, McIsaac J, Kirk SF. Modifying the food environment for childhood obesity prevention: challenges and opportunities. *Proc Nutr Soc.* 2014;73(2):226-36.
43. Penney TL, Brown HE, Maguire ER, Kuhn I, Monsivais P. Local food environment interventions to improve healthy food choice in adults: a systematic review and realist synthesis protocol. *BMJ Open.* 2015;5(4):e007161. Disponible à : <http://dx.doi.org/10.1136/bmjopen-2014-007161>
44. Carroll C, Patterson M, Wood S, Booth A, Rick J, Balain S. A conceptual framework for implementation fidelity. *Implementation Sci.* 2007;2(1):40. Disponible à : <https://doi.org/10.1186/1748-5908-2-40>

Particularités et limites du résumé de preuves pertinentes

L'objectif de ce résumé de preuves pertinentes est d'analyser l'objet de la recherche en temps opportun afin d'éclairer la prise de décision. Le résumé de preuves pertinentes présente les principaux résultats fondés sur la recherche des meilleures preuves disponibles au moment de la publication, ainsi qu'une analyse et une extraction systématiques des données à partir de ces preuves. Il ne présente pas un examen aussi détaillé qu'un examen systématique. Tout a été fait pour intégrer le plus haut niveau de données probantes sur le sujet. Il est possible que certaines études pertinentes ne soient pas incluses. Cependant, il est important de se demander, au moment de l'utilisation du présent résumé, si des études particulières pourraient modifier les conclusions tirées de la documentation.

Auteure

Rachel Prowse, spécialiste en sciences appliquées de la santé publique, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Collaboratrices

Tiffany Oei, coordonnatrice de la recherche, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Sarah Muir, coordonnatrice de la recherche, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Réviseurs

Andrea Bodkin, chef, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Dan Harrington, directeur, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Remerciements particuliers

Cindy Pearson, diététiste autorisée, région de Halton

Krishan Thayalan, étudiant stagiaire, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Sandra Tsui, étudiante stagiaire, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Kara Watson, conseillère principale en développement de produits, Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes, Santé publique Ontario

Modèle proposé pour citer le document

Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé (Santé publique Ontario). Données probantes relatives aux interventions municipales et communautaires visant à favoriser un système alimentaire durable. Toronto, ON; 2020.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2020

Avis de non-responsabilité

Le présent document a été produit par Santé publique Ontario (SPO). SPO fournit des conseils scientifiques et techniques au gouvernement, aux organismes de santé publique et aux fournisseurs de soins de santé de l'Ontario. SPO fonde ses travaux sur les meilleures données probantes disponibles actuellement. SPO n'assume aucune responsabilité à l'égard des résultats de l'utilisation du présent document par qui que ce soit. Le présent document peut être reproduit sans autorisation à des fins non commerciales uniquement, sous réserve d'une mention appropriée de Santé publique Ontario. Aucune modification ne doit lui être apportée sans l'autorisation écrite explicite de Santé publique Ontario.

Pour obtenir d'autres renseignements, veuillez communiquer avec Promotion de la santé, prévention des maladies chroniques et des traumatismes à : hpcdip@oahpp.ca

Santé publique Ontario

Santé publique Ontario est un organisme du gouvernement de l'Ontario voué à la protection et à la promotion de la santé de l'ensemble de la population ontarienne, ainsi qu'à la réduction des inégalités en matière de santé. Santé publique Ontario met les connaissances et les renseignements scientifiques les plus pointus du monde entier à la portée des professionnels de la santé publique, des travailleurs de la santé de première ligne et des chercheurs.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de SPO, veuillez consulter santepubliqueontario.ca.

